

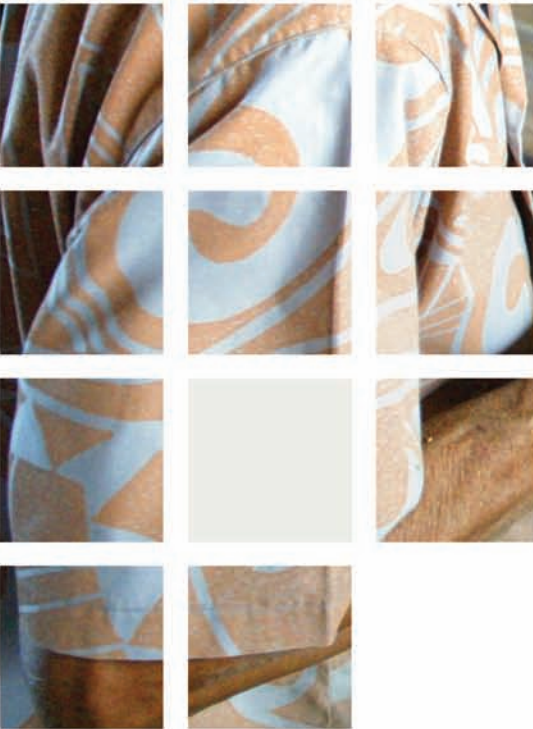
Points forts

04

De la Polynésie française

BILAN

COMPTES ÉCONOMIQUES 2009



LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ENTRE EN RÉCESSION EN 2009

La demande intérieure, qu'elle soit issue des ménages ou des entreprises, se contracte fortement en 2009, amplifiant la crise économique que traverse la Polynésie française. Cette baisse de la demande touche l'ensemble des pays développés. La demande extérieure diminue donc, elle aussi, accentuant la récession que la bonne tenue de la commande publique ne parvient pas à enrayer. Le PIB réel abandonne près de 25 milliards de F.CFP entre 2008 et 2009 pour s'établir à 554,5 milliards de F.CFP.

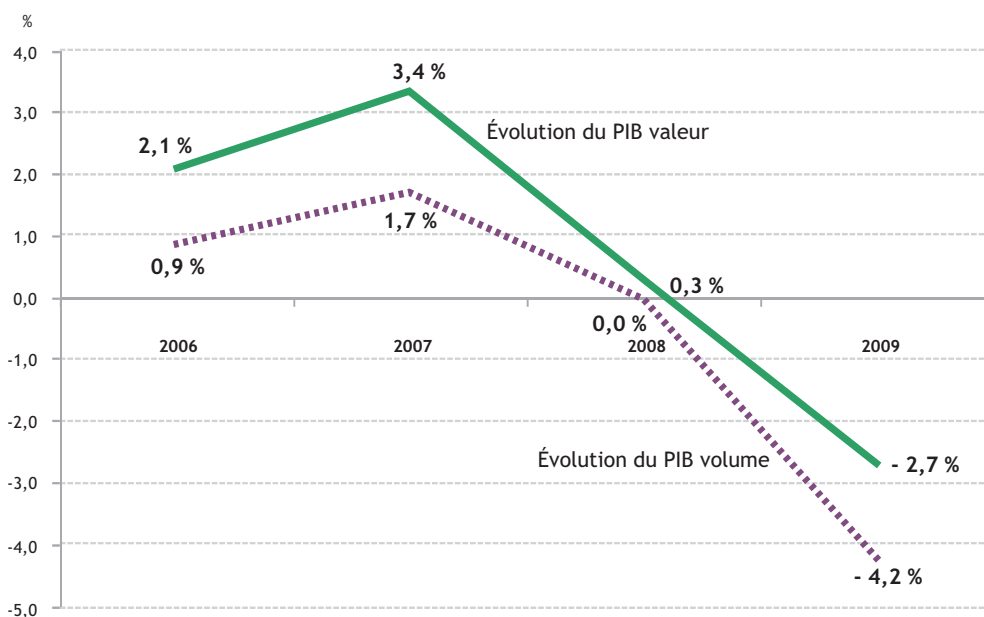


INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



En valeur, le produit intérieur Brut (PIB) en 2009 se contracte à 563 milliards de F.CFP soit une réduction de 2,7 % de la richesse créée par rapport à l'année précédente. Après correction des effets-prix¹, le PIB réel est en baisse de 4,2 % après avoir stagné en 2008. Si la consommation finale des ménages et l'investissement avaient permis d'éviter la récession en 2008, ces deux composantes diminuent en 2009. Avec l'accroissement démographique, le PIB réel par habitant chute de 4,9 % et passe de 2,22 à 2,11 millions de F.CFP par habitant (aux prix de 2008).

CROISSANCE RÉELLE ET NOMINALE



Source : comptes économiques, ISPF

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIE NNE S'AMENUISENT

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités².

En 2009, la production, mesurée à prix constants, chute à 886 milliards de F.CFP, soit une baisse de 5,1 % par rapport à 2008 (- 48 milliards de F.CFP).

Les comptes économiques analysent la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité³ principale et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces 20 branches d'activité ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leurs évolutions ainsi que leurs contributions respectives à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2009 ont été exprimées en francs de 2008 (autrement dit, à prix constants).

1 : Le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

2 : La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre en regard de ces ressources leurs utilisations par les agents économiques, il convient, par la suite, de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations. La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

3 : Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume⁴, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

- Premier indicateur de la récession qui frappe la Polynésie française en 2009, **les importations**⁵ (constituées pour 80 % de biens et 20 % de services) sont en forte baisse (- 12 %). Le repli est encore plus marqué pour les importations de biens. Cette composante se contracte de plus de 16 %, sous l'effet conjugué de la baisse de 26 % des importations de biens d'équipements et de 9 % de celles des biens intermédiaires. Les importations des autres produits, plutôt à destination des ménages, affichent également une baisse de 5 %.

La hausse des importations de services (+ 11 %), qui résulte quasi exclusivement d'opérations ponctuelles d'importations de services de télécommunications et des services bancaires, atténue la baisse des importations.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIEENNE			
	2009 à prix constants	2008	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production* (z)	885 806	933 850	- 5,1
Somme des valeurs ajoutées (a)	487 481	504 917	- 3,5
Impôts sur les importations (b)	26 869	30 152	- 10,9
Impôts sur les exportations (c)	719	645	11,5
Autres impôts sur les produits (d)	45 009	49 057	- 8,3
Subventions sur les produits (e)	- 5 531	- 5 722	- 3,3
Importation (f)	199 309	226 449	- 12,0
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 152 181	1 206 254	- 4,5
<i>Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)</i>	<i>554 547</i>	<i>579 049</i>	<i>- 4,2</i>
<i>PIB/habitant</i>	<i>2,11</i>	<i>2,22</i>	<i>- 4,9</i>

* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Source : comptes économiques, ISPF

- **Le commerce, l'hôtellerie, le transport et les télécommunications**, dont la valeur de production (256 milliards de F.CFP en 2009) en fait le premier regroupement, avait déjà subi une contraction en 2008 (- 1,5 %). Avec une production en chute de 9,7 % (- 27,6 milliards de F.CFP), ce regroupement devient, en 2009, le plus important contributeur à la baisse du PIB, confronté pour une part à la baisse des demandes intérieure et extérieure et, plus spécifiquement pour la branche télécommunication, à une hausse significative du taux de consommation intermédiaire.

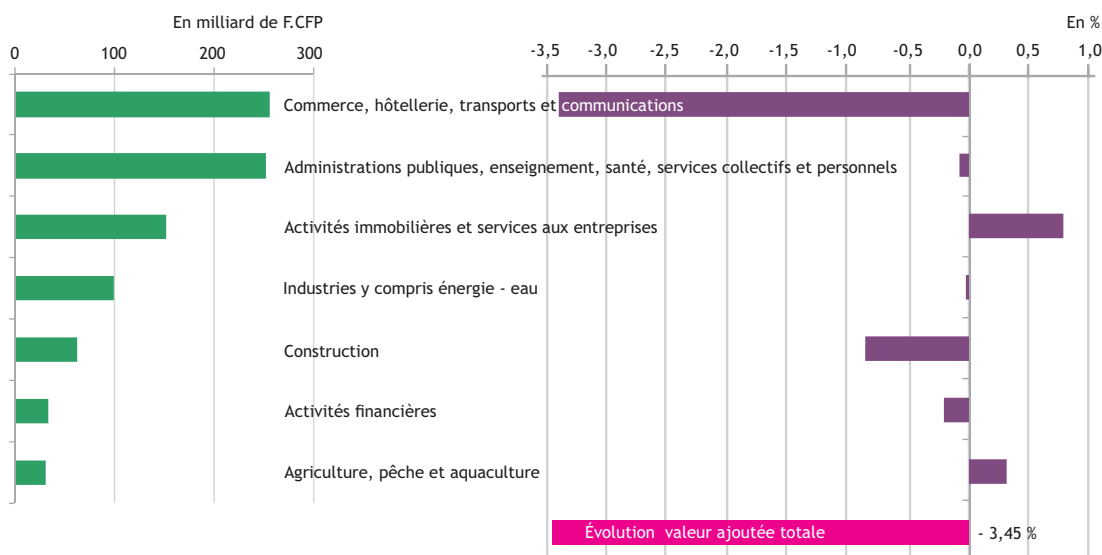
Dans le sillage des évolutions constatées sur les importations de biens, la branche commerce connaît une année difficile qui se traduit par une baisse de la production de marges de 11,1 %. La baisse est encore plus forte pour le commerce automobile (- 18,1 %) tandis que la production de marges du commerce de produits pétroliers se réduit de 6,5 %. Les autres commerces, qui produisent 80 % du total des marges commerciales, voient leur production de marges s'éroder de 12,1 %.

4 : La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

5 : Dans la nouvelle série de comptes, base 2005, les données relatives aux importations et exportations de services ont pu être intégrées puisqu'elles sont disponibles dans de la Balance des Paiements de Polynésie française, établie chaque année depuis 1998 par la Banque de France puis par l'IEOM.

PRODUCTION DES BRANCHES

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE
DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE



Source : comptes économiques, ISPF

Le chiffre d'affaires de l'Hôtellerie-restauration subit une baisse de près de 9,2 % en 2009, et comme l'illustre la fermeture du Club Med de Bora-Bora en 2009 ou celle du Hilton Tahiti qui suivra très tôt en 2010, la branche hôtellerie est la plus fragilisée, avec une baisse de 14 % de la production. La faiblesse de la demande extérieure est certes pour une grande part responsable de cette contraction, mais la demande domestique s'érode également, la consommation finale des ménages en Hôtellerie-restauration diminuant de 6,4 % en 2009.

Subissant les mêmes contraintes que l'hôtellerie, le transport aérien et les auxiliaires de transport (dont les tours opérateurs réceptifs) affichent des baisses de production respectives de 15,7 % et 13,4 %. Les autres activités de transport sont également en perte de vitesse, le transport maritime résistant mieux que le transport routier (- 3,9 % de baisse de production pour le maritime contre - 5,1 % pour le routier). Le ralentissement dans la branche transport se traduit par une baisse de la production globale de 12,9 %.

À l'inverse, la branche télécommunication bénéficie toujours de relais de croissance du fait de l'augmentation du nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile et d'accès à internet. Mais bien que la production progresse en 2009 de 4,9 %, la contribution de cette branche à l'évolution de la somme des valeurs ajoutées est négative. La valeur ajoutée de la branche se contracte sous l'effet d'une hausse du taux de consommation intermédiaire (notamment liée aux dépenses accentuées en services de télécommunications pour le lancement du projet de câble sous-marin Honotua et pour l'utilisation de bande passante satellitaire).

- En 2009, **la Construction** est le regroupement qui subit la plus forte récession relative, sa production totale perd 12 milliards (- 16,3 %) par rapport à 2008 pour s'établir à 62 milliards de F.CFP. La demande en bâtiment des entreprises s'effondre, celle des ménages se stabilise sur les niveaux de 2008, tandis que les plans de relance mis en œuvre par le Pays, qui stimulent les activités de travaux publics ne parviennent pas à inverser la tendance. La branche Bâtiment, qui représente les trois quarts de la production, accuse une baisse de 24 % tandis que la production de Travaux publics progresse de 49 %. Conséquence de la dégradation de l'activité, le nombre de salariés de la construction diminue de 12 % entre 2008 et 2009.

- Confronté à la baisse de la demande des ménages et des entreprises, la production du regroupement **Industries, eau et énergie** chute de 6,7 % entre 2008 et 2009, pour s'établir à 99 milliards de F.CFP. Les industries liées à l'investissement des entreprises et à l'activité du BTP sont particulièrement affectées, avec un volume d'activité qui se réduit de 16,5 % pour les industries des biens intermédiaires et de 26,7 % pour les industries de biens d'équipement. La baisse est d'une ampleur équivalente pour la production des industries de biens de consommation (- 14,1 %), confrontée elle aussi à une contraction de la demande intérieure comme extérieure.

Seule composante en croissance du regroupement, la production d'électricité et d'eau progresse (+ 3,9 %), dynamique entretenue principalement par la hausse du nombre d'abonnés aux réseaux EDT à Tahiti (+ 2,2 %).

- La branche des **Activités financières**, dans un contexte économique et financier dégradé, enregistre une baisse d'activité de 7,7 %. La production des banques locales, comme celle des auxiliaires financiers, diminuent respectivement de - 7,7 % et - 10,1 %. Moins sensible aux cycles économiques, la production des services d'assurance se maintient au niveau de 2008.

- La production des **Activités immobilières et services aux entreprises** s'accroît de 2 milliards en 2009 (+ 1,3 %) et s'établit à 152 milliards de F.CFP. Scénario inverse à 2008, la production du regroupement est tirée cette fois par la vigueur de la branche immobilière alors que l'activité des services aux entreprises est plus rapidement touchée par l'effondrement global de la production. Les activités immobilières affichent une hausse de 5 % de leur production, sous l'impulsion conjuguée des services d'administrations d'immeubles, des services de locations de logement et aussi du fait de la livraison en 2009 d'importants programmes d'immeubles (immeubles de logements, de bureaux et hôtels). Le chiffre d'affaires des activités de services aux entreprises diminue de 3,2 %, la contraction étant particulièrement marquée pour les activités de conseil en gestion, de publicité et de location de véhicules de courte durée.

- La production de **l'agriculture, la pêche et l'aquaculture**, constituée de 72 % de production marchande et 28 % de non marchande, progresse de 2,8 % en 2009, pour s'établir à 31 milliards de F.CFP. Cette hausse de la production marchande s'explique principalement par l'augmentation de la production de 18 % en volume de produits perliers (49 % du total) cumulée à la hausse des volumes des produits de l'élevage et du coprah. Cette croissance en volume permet de couvrir la baisse de la production marchande des légumes, des fruits, des produits vivriers et de la pêche en 2009, la production marchande du regroupement progresse de 5,2 % alors que la production des ménages pour l'autoconsommation⁶, principalement composée de légumes, fruits, produits vivriers et produits de la pêche se contracte de 3,5 %.

- **L'administration publique, l'enseignement, la santé et les services aux personnes** regroupent des acteurs publics et privés et représentent 28 % de la production totale, avec 252 milliards de F.CFP en 2009. La production non marchande⁷, très majoritairement issue du secteur public, représente 71,1 % du total et a diminué de 2,2 % en 2009. Dans le détail, la production non marchande des services aux personnes se dégrade de 9,2 %, celles de l'Éducation et de la Santé de 2,2 % et de celle de l'Administration de 1,9 %.

6 : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

7 : La production non marchande inclut :

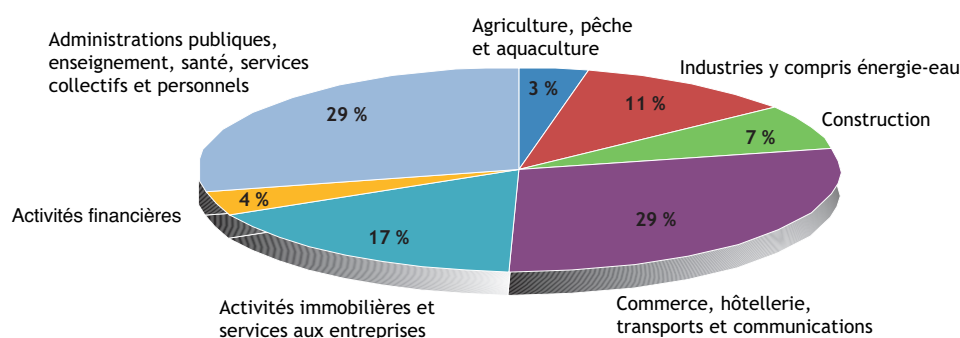
- la production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire)
- certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service ; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.

Comme en 2008 (+ 2,4 %), la production marchande (28,9 % du total) progresse de 3,9 % en 2009, sous l'effet de la croissance de la production de la branche Éducation-Santé (+ 5,5 %) et de celle de l'Administration (+ 22,6 %).

La production marchande des services aux personnes subit en 2009 les effets de la contraction de la demande des ménages, elle baisse donc de 2,7 %, les activités audiovisuelles de même que les activités de loterie nationale ayant été parmi celles qui ont le plus contribué à la baisse de la production.

La baisse de la production non marchande l'emporte sur la croissance de la production marchande et la production totale du regroupement diminue de 0,5 %.

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION EN 2009



Source : comptes économiques, ISPF

DE L'UTILISATION DE CES RESSOURCES : les investissements en forte baisse

UTILISATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE

	2009 à prix constants	2008	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Consommation finale (a)	545 914	557 087	- 2,0
Consommation des ménages	360 092	368 163	- 2,2
Consommation finale des Administrations	185 822	188 924	- 1,6
Formation brute de capital (b)	113 636	136 767	- 17,0
Biens d'équipements	55 052	69 680	- 21,0
Construction	56 669	65 115	- 13,0
Investissements immatériels	1 915	1 972	- 2,9
Variations des stocks (c)	- 2 023	2 015	- 200,4
Solde de la balance des biens et services (d)	- 102 980	- 116 820	- 11,9
Exportations	96 329	109 629	- 12,1
Exportations de biens	23 727	27 511	- 13,8
Exportations de services	72 602	82 118	- 11,6
Importations	199 309	226 449	- 12,0
Importations de biens	159 254	190 376	- 16,4
Importations de services	40 055	36 073	11,0
PIB (a+b+c+d)	554 547	579 049	- 4,2

Source : comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent l'offre qui est consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

• *Consommation intermédiaire*

Les consommations intermédiaires, intégrées dans les processus de production des entreprises, se contractent de 7,1 % en volume, entre 2008 et 2009. Cette contraction est plus importante que celle de la production et cet écart provient principalement des branches agricoles, activités immobilières, transport aérien, énergie et industries des biens de consommation, qui voient leurs consommations intermédiaires se réduire plus vite que leur production en volume.

• *Consommation finale des ménages*

La consommation finale des ménages, qui englobe la consommation marchande et l'autoconsommation⁸ représente 64,9 % du PIB. Ainsi, l'impact de cette variable sur la croissance économique est le plus souvent déterminant. La fragilité de la demande des ménages, constatée en 2008, se concrétise en 2009, avec une baisse de 2,2 % qui pénalise les branches les plus dépendantes de la consommation des ménages. La consommation marchande des ménages se contracte de 2,7 % tandis que l'autoconsommation progresse de 1,1 %, notamment du fait de la croissance de la production de loyers imputés. La consommation marchande de services (56 % de la demande marchande) conserve quasiment le niveau de 2008 (- 0,3 %). La baisse enregistrée par la consommation marchande est donc majoritairement imputable à la demande de biens qui s'effondre de 5,5 %. L'acquisition de biens d'équipements et celle de biens intermédiaires affichent un recul respectif de 28,3 % et 11,1%, mais l'ensemble des catégories de biens sont moins demandés en 2009 qu'en 2008. La baisse de la consommation marchande des ménages est à mettre en perspective avec la réduction de 4 % des emplois salariés privés et publics, en équivalent temps plein, constatée sur la même période.

• *Consommation finale des administrations⁹*

Par définition, la valeur des biens et services produits par le secteur public est égale à la consommation finale de ce secteur. Pour la seconde année consécutive, la consommation finale des administrations diminue de 1,6 % en 2009 (- 1 % en 2008). Cette évolution s'explique par la baisse en volume de la production non marchande des branches services aux ménages (- 14,1 %), éducation et santé (- 2,2 %) et Administrations (- 1,9 %). Illustrant cette tendance, les dépenses de fonctionnement du Pays ont baissé de près de 5 % entre 2008 et 2009.

⁸ : Rappel : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

⁹ : La consommation finale des administrations correspond à la valeur des biens et services produits par les administrations elles-mêmes.

• **Formation finale brute de capital fixe**

Les administrations, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions de logement) consacrent une partie de leurs dépenses à l'investissement. Après deux années de progression de cette composante (4,8 % en 2008 et 4,7 % en 2007), l'année 2009 marque un brusque retournement de tendance avec une baisse de près de 17 %.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE 2009 AUX PRIX 2008



Source : comptes économiques, ISPF

Les dépenses d'investissement des entreprises chutent de 31,1 % pour s'établir à 59,5 milliards de F.CFP en 2009, dont 48,2 milliards en matériels, 10,5 milliards en BTP et 870 millions de F.CFP en immobilisations incorporelles. Les entreprises ont en effet réduit de 10 milliards de F.CFP leurs investissements en construction (- 49,9 %), de 16 milliards leurs acquisitions de biens d'équipement (- 25,4 %) tandis qu'elles augmentaient leurs dépenses de 60 millions de F.CFP pour les investissements incorporels (+ 7,1 %). Si la plupart des branches d'activité ont limité leurs dépenses en construction, la baisse constatée est quasi intégralement due à la seule branche promotion immobilière¹⁰. Les entreprises ont également réduit de plus de 25 % leurs investissements en matériel, ce qui traduit la position attentiste des chefs d'entreprise en cette période de crise mais qui est aussi la conséquence d'investissements en biens d'équipements exceptionnellement élevés en 2008 pour la branche Électricité.

Les dépenses d'investissement des ménages demeurent importantes (22 milliards de F.CFP en 2009) malgré un léger recul en volume de - 0,7 %. Dans un contexte économique qui pèse sur leur confiance, la demande des ménages en biens immobiliers semble avoir été soutenue par la poursuite des dispositifs de prêts immobiliers bonifiés mis en place par le Pays.

Face à la forte dégradation de l'activité, l'Administration tente de prendre le relais de la demande privée, avec des investissements en hausse pour les Communes, le Pays, les établissements publics de même que pour l'État par le biais du contrat de projet 2008-2013 qui rentre dans sa première année pleine. Les dépenses d'investissement public atteignent 32 milliards de F.CFP (+ 13,8 %), se décomposant en construction pour 23,9 milliards, en biens d'équipements pour 6,9 milliards et en immobilisations incorporelles pour 1 milliard de F.CFP.

¹⁰ : Dans les investissements de cette branche on trouvait en 2008 les investissements liés à la fois à de la promotion immobilière de logements mais aussi ceux liés à des constructions d'hôtel à Bora-Bora.

Les investissements en bâtiments et travaux publics de l'Administration, en hausse de 10 % par rapport à 2008, sont en grande partie consacrés aux travaux publics (rénovation de routes, aménagement portuaires) ainsi qu'à la finalisation du chantier de l'Hôpital. Également liés à ce grand chantier, les investissements en matériels de l'Administration progressent de près de 36 %, tirés par les dépenses en équipement de la branche santé du Pays et dans une moindre mesure par l'investissement en matériel de l'État.

• **Exportations**

En 2009 les pays de l'OCDE, dont font partie les principaux clients des exportations polynésiennes, subissent une récession moyenne de l'ordre de 3,5 % alors que dans le même temps le franc pacifique s'apprécie de 5,4 % face au dollar américain. La demande extérieure est donc fragilisée et les exportations polynésiennes en volume se contractent de 12,1 %. Les évolutions sont sensiblement les mêmes pour les produits et les services dont les volumes exportés se réduisent respectivement de 13,8 % et 11,6 %.

La fréquentation touristique en Polynésie française, en baisse depuis le troisième trimestre de l'année précédente, est sur l'ensemble de l'année 2009 de 18 % inférieure à celle de 2008. Les exportations de services d'hôtellerie-restauration, qui totalisent 21,8 milliards en 2009, baissent donc naturellement de plus de 13 %. Cette tendance caractérise également les exportations de services de transport aérien et d'auxiliaires de transport, dont le chiffre d'affaires exporté, qui atteint 24,5 milliards de F.CFP en 2009, affiche une baisse de plus de 16 %.

Si les exportations de perles brutes ont augmenté en volume de 15,4 % et atteignent 11,3 milliards de F.CFP, les exportations d'ouvrages en perles s'effondrent de 67,6 % en 2009, ne totalisant plus que 398 millions de F.CFP contre 1,2 milliard en 2008. Pour des raisons fiscales, les exportations des ces ouvrages de bijouterie avaient pourtant connu une forte croissance ces dernières années et la tendance inverse qui s'observe en 2009 explique une grande part de la baisse des exportations de biens de consommation. Au final, la croissance des exportations agrégées de perles brutes et d'ouvrages en perles n'est donc plus de que de 6,2 % en 2009, dans un contexte de prix au gramme de la perle en forte baisse couplée à une baisse des taxes à l'export.

- 4,2 %

de croissance du PIB réel, la récession frappe la Polynésie française en 2009.



EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES			
Produit exporté	2009 à prix constants	2008	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Agriculture - élevage	1 022	792	29,0
Produits de la mer	11 762	10 352	13,6
Industries agroalimentaires	1 616	1 731	- 6,6
Industries des biens de consommation	5 542	9 777	- 43,3
Industries des biens d'équipement	2 722	3 532	- 22,9
Industries des biens intermédiaires	1 063	1 327	- 19,9
Eau et électricité			
Construction	6		
Commerce			
Transports	29 084	35 391	- 17,8
Activités financières	591	665	- 11,1
Activités immobilières	26	62	- 58,1
Postes et télécommunications	3 686	3 255	13,2
Autres services aux entreprises	13 028	14 105	- 7,6
Hôtels et restaurants	21 763	23 574	- 7,7
Autres services aux particuliers	4 418	5 066	- 12,8
Total	96 329	109 629	- 12,1

Source : comptes économiques, ISPF

Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la Balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Pour avoir accès aux données détaillées de la comptabilité nationale :
<http://www.ispf.pf/themes/EconomieFinances/ComptesEconomiques/>

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF